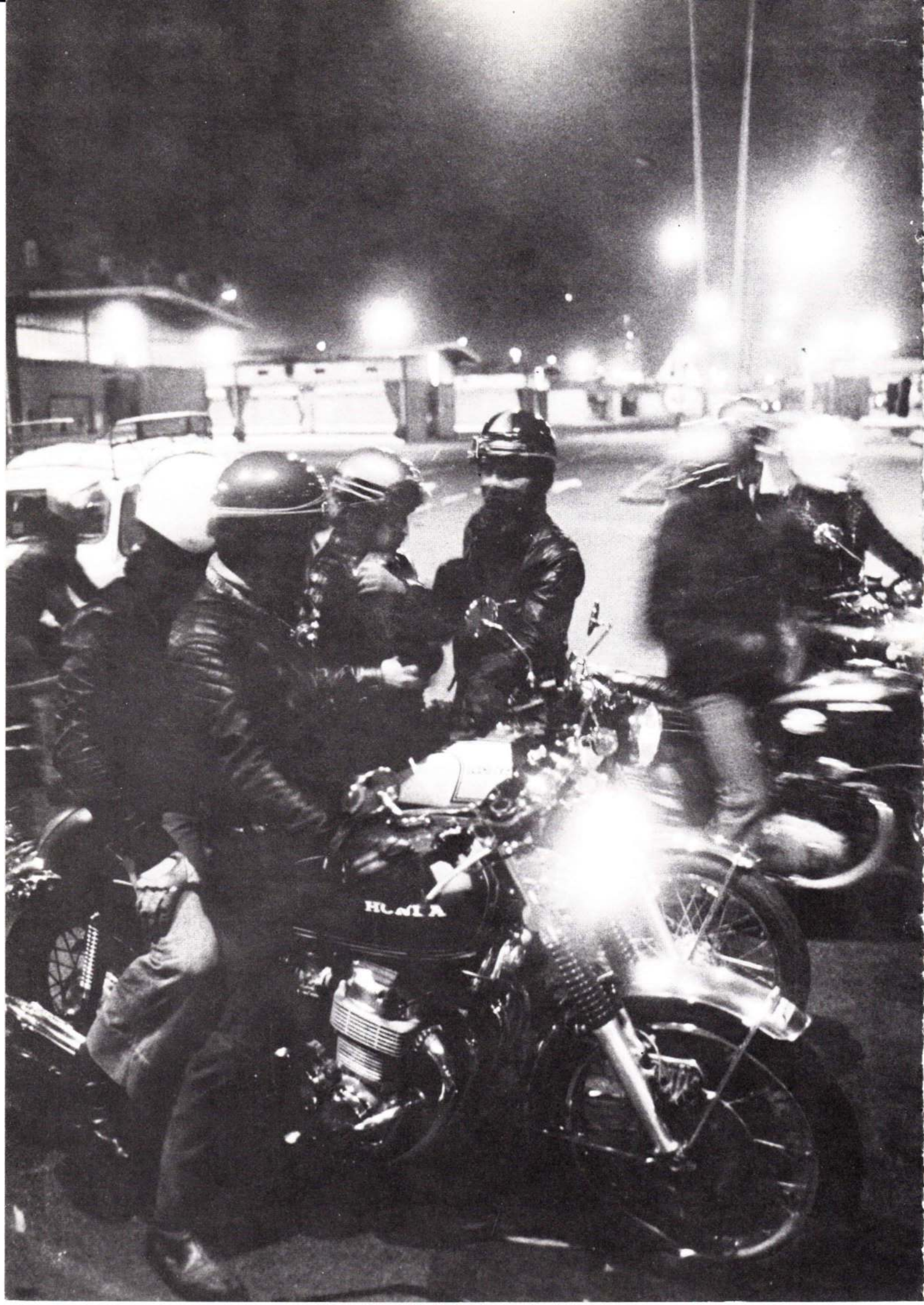




Culture et prospective

Jean-François Collinet *

A travers les cultures, les sociétés expérimentent leurs finalités, leurs espérances, elles se les approprient, découvrent leurs défaillances, vivent leurs contradictions, renouvellent leurs formes et leurs significations. De sorte qu'une société qui se masque son désarroi culturel, qui s'interdit de le reconnaître, est aussi une société qui agit dans le sens de sa propre sclérose. Et une société qui prétend concevoir son propre renouvellement n'y peut parvenir sans y introduire la nécessité d'une action culturelle.

Une telle nécessité paraît d'autant plus urgente que les sociétés industrielles ont payé la production de leurs marchandises de la destruction de leurs valeurs. Au stade où elles sont aujourd'hui parvenues, leurs perspectives de développement sont bloquées par leur réalité culturelle et cette contradiction appelle un dépassement où le changement culturel sera déterminant.

L'avenir des sociétés industrielles sera de plus en plus fondé sur des choix de nature culturelle

Entre l'utopie qui croit le monde généreusement dédié à son désir et le déterminisme historique qui le proclame implacablement soumis à sa loi, l'interrogation sur le futur peut emprunter une voie plus humble mais où chacun reconnaisse une quasi-certitude. Cette voie pourrait être celle d'une réflexion sur les conséquences vraisemblables des « tendances lourdes » de l'évolution telles que les identifient la plupart des études prospectives menées au cours des dernières années. Paraissent sans conteste relever de ces tendances la poussée démographique et urbaine, la pression des besoins collectifs, la part croissante de l'immatériel dans l'économie, l'accélération des changements et la résurgence du phénomène de la rareté.

Inéluctablement, la prolifération de l'espèce humaine, son inégale répartition dans l'espace, imposeront un bouleversement des modes de communication entre les nations, les groupes et les individus. Aux approches de l'ère dite « de la mondiovision », et donc de la fulgurance des comparaisons, ne serait-ce pas faire preuve d'un quietisme particulièrement illusoire que de tenir pour durable la coexistence de la faim et de la surconsommation? Mais si la pression des besoins de la nutrition appelle une mobilisation de l'ensemble des ressources alimentaires et introduit ainsi de nouveaux dévelop-

pements technologiques, ce qu'elle remet en cause c'est d'abord l'étroitesse d'une rationalité économique fondée sur des enjeux à courte vue et de stratégies politiques qui posent dans le langage de la puissance nationale des problèmes dont la solution ne peut être que planétaire. Entre l'accumulation de la violence ou l'élaboration de rapports de solidarité radicalement novateurs, sans doute n'existe-t-il pas à terme de véritable choix, sauf à reconnaître dans l'affrontement entre les continents et la destruction d'une partie de l'espèce une manière heureuse de réduire les déséquilibres.

D'autre part, la croissance démographique bouleverse la proportion des âges : dans des sociétés où le pouvoir demeure, pour l'essentiel, le monopole des hommes mûrs, elle précipite de plus en plus d'enfants qui ne peuvent longtemps nourrir leur imagination de la seule parole reçue. Dans des sociétés où l'efficacité tend à devenir le privilège des hommes jeunes, elle marginalise de plus en plus de vieillards qu'on ne peut longtemps contraindre à subsister dans la conscience de leur inutilité. Inéluctablement, une telle évolution remet en cause la distribution des rôles sociaux, les modes de formation des hommes, les relations institutionnelles entre les générations, les rapports entre l'héritage et l'innovation dans les échanges culturels.

Enfin, que ce soit pour le partage de la misère ou l'accumulation de la richesse, les masses humaines ne cessent de se concentrer dans les villes. Dans la société urbaine, où les individus ne peuvent plus s'éviter, où leur territoire de repli se fait étroit et éphémère, la cohabitation, devenue inéluctable, impose une alternative : subir les autres jusqu'à l'exaspération, ou tendre avec eux vers une nouvelle forme de sociabilité, d'aménité.

Si, sur la base des observations concordantes des statisticiens, en fonction du développement général des économies et de l'élévation des revenus des particuliers, la demande tend à se déplacer des biens de consommation privée vers les biens de satisfaction collective, la pénurie générale qu'on constate en ce domaine ne saurait être l'effet du hasard. Elle traduit une inaptitude de l'économie de marché à enregistrer spontanément cette demande. Seule une main visible peut distraire du revenu national les ressources nécessaires à la réalisation des équipements collectifs. Mais plus s'affine la demande, plus elle se déplace vers les loisirs et la culture et moins il devient aisé, même à des plani-

ficateurs avisés, de déceler les besoins immédiatement quantifiables. C'est une certaine qualité de l'existence qui est en cause, que ne peuvent définir ni des choix autoritaires ni un vague désir informulé des foules, mais qui suppose que le corps social s'interroge sur lui-même et dispose donc des lieux et des médiateurs de cette réflexion collective.

Tandis que l'activité industrielle intègre de plus en plus d'énergie intellectuelle, le centre de gravité de l'économie, dans les sociétés développées, tend à se déplacer des biens vers les services et le secteur des services à élever le niveau des satisfactions de nature psychique.

Cette transformation lente mais déterminante des processus de production nous confronte à deux types de problèmes qui ne peuvent être esquivés. Dans un monde qu'imprègne de plus en plus l'intelligence, comment répondre à des besoins de formation qui tendent moins vers un savoir-faire immédiat que vers une compréhension et une orientation de l'action de l'intelligence sur la matière? Dans un monde où s'expriment des besoins non quantifiables, où apparaissent des demandes urgentes mais qui ne se laissent pas mesurer parce qu'elles sont de l'ordre du désir, de l'émancipation des forces mentales, comment guider une économie qui ne soit ni celle d'un laisser-aller, d'autant plus absurde que c'est la qualité des existences qui est en jeu, ni celle d'une planification centralisée, d'autant plus dangereuse que s'esquisse une nouvelle phase de la libération humaine?

L'accélération du temps social et des processus de changement contraignent sans cesse les hommes à reconquérir leurs compétences et à réévaluer leur environnement. Sans cet effort d'adaptation, ils engageront d'autant plus d'énergie qu'ils seront confrontés à des changements dont ils se sentiront moins les auteurs. On ne peut tenir pour durable la coexistence de consciences unidimensionnelles et d'événements multidimensionnels, ni la confrontation d'individus socialement passifs, pris en charge par des appareils collectifs, à un processus de transformation permanente.

Avec la tendance au renversement des termes de l'échange au bénéfice des pays producteurs de matière première, s'amorce un bouleversement dont il est encore difficile de mesurer les implications structurelles mais qui met sûrement un terme aux illusions de l'abondance. Sans doute le débat qui oppose partisans de la crois-

Un rassemblement sans contenu apparent : jeunes motards à Rungis.

* Conseiller référendaire à la Cour des Comptes.

sance zéro et défenseurs de la croissance illimitée, demeure-t-il aujourd'hui un débat théorique. La poussée démographique, l'importance des inégalités autant que les perturbations graves que provoqueraient dans les sociétés industrielles une stagnation soudaine de l'économie imposent la croissance. Mais quelle croissance? D'ores et déjà, l'ère de l'expansion incontrôlée, qui produit des masses de richesses mais détruit des équilibres vitaux et prolonge des inégalités qu'elle rend insupportables, est radicalement mise en cause. De même est mis en cause l'objectif de la croissance quantitative continue sur laquelle se sont jusqu'ici largement fondés l'incitation au travail et le consensus social. Plutôt que sous la forme d'une multiplicité de scénarios entre lesquels il suffirait d'exprimer une préférence, le futur s'esquisse sous la forme d'une alternative : ou bien les sociétés industrielles mobiliseront l'ensemble des énergies sociales pour soigner et sauver un modèle

l'élaboration d'une nouvelle politique des choix. Mais sur quoi une telle politique pourrait-elle se fonder, sinon sur la quête d'une certaine qualité de l'existence humaine? Sinon sur les cultures?

Crise des cultures

Or, force est aujourd'hui de constater que les contradictions des sociétés industrielles débouchent sur une crise de leurs cultures d'où l'avenir peut se dégager sous des formes inacceptables. De l'histoire de l'expansion économique, ce qui surgit d'abord n'est pas l'abondance mais la peur de perdre le contrôle de la technologie au point d'infliger aux processus vitaux d'irréversibles détériorations. Plus la technologie va se « complexifier » et se concentrant, plus frappe l'évidence qu'elle n'est en soi ni porteuse d'éthique, ni révélatrice de conscience sociale et politique. Sa raison et ses buts ne peuvent lui être signifiés que de l'extérieur. Pourtant, dans nos sociétés, elle

tude de désintérêt devant la vie sociale, de refus de se laisser intégrer à des structures de travail dynamisées par une violence qui n'est pas accoucheuse de joie. Ce mouvement de fuite exprime aussi un refus de se laisser enfermer dans des cadres de vie où ne puissent s'inscrire des aspirations essentielles à la communication. Abandonnées à l'affrontement des intérêts économiques, non seulement les grandes villes tendent à devenir des milieux ingouvernables mais elles constituent des cadres de vie qui ne sont que le sous-produit de calculs d'efficacité et de luttes pour l'appropriation de la plus-value. Que la ville soit riche de nouveaux développements humains se saurait être nié. Pourtant ce qui est déterminant n'est pas le mieux qu'elle inscrit dans l'espace mais bien l'écart entre la réalité qui y est vécue et la promesse qui y est contenue. Or comment l'homme de la ville accomplira-t-il la promesse de la ville si, à travers la crise des systèmes de formation



économique atteint structurellement de la maladie de la rareté mais elles s'engageront dans un processus explosif de frustration, ou bien elles transformeront leur modèle en y privilégiant la préoccupation de la qualité mais elles devront repenser leurs finalités, leurs comportements, leurs structures. Le problème auquel elles sont confrontées est un problème de civilisation. Ainsi, ce que nous signifie déjà un futur vraisemblable, c'est que la nature des problèmes auxquels nous allons être (et sommes déjà) confrontés, implique des changements radicaux dans nos modes de pensée et d'action sans lesquels nous ne pourrions faire face à des exigences qualitatives qui tendront à l'emporter sur la mesure de la quantité instantanément ajoutée à la richesse individuelle et collective. L'illusion technicienne ne consiste-t-elle pas aujourd'hui à espérer quantifier la qualité? Progressivement, à l'orientation des sociétés par les chiffres se substituera l'orientation des sociétés par

apparaît comme un phénomène qui s'auto-gère, c'est-à-dire se développe, à partir de quelques choix particuliers, sous l'effet de sa propre dynamique et de sa propre pesanteur : elle est donc sans raison ou plutôt elle est à elle-même sa propre raison. Si le déséquilibre écologique est la conséquence la plus spectaculaire de cette technologie non contrôlée, peut-être la plus radicale doit-elle être cherchée ailleurs : dans cette contrainte intellectuelle qui fait désigner comme réaliste, rationnel, non ce qui exprimerait la volonté cohérente d'accoucher de l'innovation et de la maîtriser, mais ce qui se plie aux nécessités de la technologie, ce qui prend acte de sa pesanteur. Alors la célébration du progrès technologique risque de fonder l'immobilisme, de masquer la sclérose des structures et des mentalités, le vide des finalités collectives. Aussi, constate-t-on, dans les sociétés les plus développées, au sein des couches jeunes de la population, comme un mouvement de fuite, une atti-

*Les cultures classiques en crise :
Vers une nouvelle sociabilité?
(Ile de Wight, récital de musique pop).*

qui le façonnent, continue à s'exprimer une inadaptation profonde de la culture à laquelle il est convié, à l'existence de laquelle il est contraint. Une distorsion manifeste se développe entre, d'une part des appareils officiels de transmission du savoir, conçus pour des sociétés industrielles fortement hiérarchisées, à rythme de changement lent et extrême division du travail, et d'autre part une réalité socio-économique où les sources d'information ne cessent de se diversifier, dans des sociétés industrielles où l'accélération du changement menace les détenteurs du savoir et du pouvoir et où, pour un nombre croissant d'hommes, se former consiste d'abord à répondre à cette question : Qui suis-je et comment le devenir? Les systèmes de formation perdent leur rassurante unité de temps et de lieu; le savoir promis à

une élite ne répond plus à la demande de connaissance exprimée par des masses; les certitudes du savoir-faire ou du savoir dire succombent sous la diversité des phénomènes, l'étroitesse de leurs interrelations, l'abondance des questions qui fusent de chaque réponse.

Les coupures dans le courant de la communication collective tendent alors à se multiplier : entre la demande de l'appareil économique, l'offre des institutions de formation et les aspirations des individus, l'inadaptation s'accroît. Surinvesties dans l'acte de production des biens les élites des sociétés industrielles consacrent à l'administration immédiate des hommes et des choses, une énergie et un temps croissants qu'elles retirent à la réflexion et à la compréhension des évolutions à long terme. Le pouvoir tend à se méfier de l'imagination dont il se coupe et l'imagination à mépriser le pouvoir à l'écart duquel elle est tenue.

Ainsi s'esquissent de nouveaux clivages

déséquilibre au milieu : culture consolatrice des privilégiés des arts et belles lettres, culture utopique de ceux qui refusent une réalité qu'ils n'ont pas le pouvoir de transformer, culture de l'accoutumance de ceux qui ne possèdent ni le présent ni la possibilité d'imaginer le futur.

Mais ce qu'à la fois ces cultures masquent et préparent, c'est un avenir inacceptable où la difficulté croissante à maîtriser les phénomènes, l'affaiblissement du consensus social et de la communication collective imposeraient de centrer toutes les énergies sur la maîtrise du présent, interdirait la manifestation des forces centrifuges, l'expression des pluralismes et ne tirerait une sécurité immédiate que de la rigueur des règles et des contrôles, tout en condamnant les hommes, faute d'avoir pu prévoir et imaginer le changement, à en subir le choc.

Émergence d'une nouvelle action culturelle

L'analyse des forces porteuses d'avenir



à l'intérieur du corps social entre une masse indifférente qui n'a d'autre pouvoir que son pouvoir d'achat, une élite surinvestie dans la gestion du présent et des minorités culturelles condamnées à la pure spéculation.

A ces clivages répondent des cultures qui tendent à ne plus constituer des modes de rapports à travers lesquels les groupes et les individus saisiraient à la fois leurs identités et leurs différences, mais bien au contraire, des modes d'isolement et « d'évitement ». Aussi assiste-t-on à une marginalisation de deux formes de culture active : la culture traditionnelle, celle de l'œuvre et de la sublimation qui irrigue de moins en moins le quotidien, et la culture de la rupture qui s'enferme dans ses refus et ses provocations, tandis que va s'hypertrophier une culture de masse, à la fois centralisée et incontrôlée, faire pour la consolation, la fuite et l'oubli. Qu'expriment ensemble ces cultures sinon un mode d'adaptation des hommes au

permet pourtant de déceler des virtualités à partir desquelles l'élaboration d'un scénario du souhaitable puisse être opposée au scénario de l'inacceptable. Mais la mise en œuvre de ces virtualités suppose des changements dans les mentalités et les comportements, sans lesquels une nouvelle définition des objectifs de l'organisation sociale et une transformation de ses institutions risqueraient de manquer leurs buts.

A examiner la plupart des études consacrées au futur, on est frappé de la convergence de leurs conclusions.

Toutes affirment la possibilité matérielle de changements radicaux qui renouvelleraient les fins de nos actes.

Toutes affirment que nos structures sont sur le point de se transformer profondément et que cette transformation s'effectuera à partir de trois facteurs fondamentaux : la croissance, le passage des sociétés de la délégation aux sociétés de la participation, l'élaboration de modes de



formation permanente orientés vers la créativité, la communication, l'aptitude à appréhender et prendre en charge le changement.

Ainsi à la stratégie aléatoire d'un dessaisissement croissant des masses au profit d'élites surinvesties dans la gestion du présent s'oppose la stratégie d'une mobilisation des consciences qui permettrait progressivement l'accession à une civilisation de la qualité, de la participation et de la libre formation, autant de conditions nécessaires si l'on veut que le changement ne soit pas vécu comme un traumatisme collectif conduisant à la passivité mais comme un phénomène pris en charge par l'ensemble des acteurs de la vie sociale.

Mais comment fonder et mettre en œuvre cette stratégie mobilisatrice sans susciter le développement d'une culture qui permette le passage d'une société de la majorité silencieuse à une société de la majorité de la prise de parole, d'une société du pouvoir abstrait et subi à une société du pouvoir vécu et compris. Ce développement impose une conversion fondamentale de l'action culturelle jusque là moins centrée sur les problèmes de la communication que sur le culte des créateurs défunts, la conservation des signes, la défense des systèmes de valeurs, alors que le sens même de la préservation du patrimoine culturel est d'accumuler les références dont le présent se nourrit pour les dépasser.

Cette conversion fondamentale de l'action culturelle est d'autant plus nécessaire que, dans certaines sociétés, tout particulièrement dans la société française, nécessité du changement est vivement ressentie mais sa manifestation souvent bloquée.

Actions rigides, Idéologies folles,

D'abord, trop souvent coupées l'une de l'autre, sinon opposées l'une à l'autre, réflexion et action tendent à diverger. Tandis que l'action rend d'abord compte des pesanteurs propres aux organisations complexes, la réflexion souvent croit se radicaliser en mimant le jeu d'une pure subversion : nous vivons le temps dangereux des actions rigides et des idéologies folles. Surtout, la France est confrontée aux premières manifestations de la société post-industrielle alors qu'elle ne s'est jamais complètement assimilée à la société industrielle et conserve certains traits archaïques d'une société rurale. La période qu'elle traverse est donc particulièrement difficile à maîtriser et l'agression du changement y est plus vivement ressentie que dans la plupart des nations développées. Aussi les besoins de sécurité et la défense des situations acquises pèsent-ils sur les comportements des groupes. Ces besoins favorisent la concentration d'un pouvoir providentiel qui prend en charge le goût social de l'innovation technique, fait écran entre les partenaires sociaux, les dispense ainsi du dialogue et détourne leurs conflits, protège de la réalité par sa capacité à l'abstraire, à la

formaliser, à réduire les risques des échanges par la minutie des procédures. Mais cette fonction protectrice du pouvoir qui tire sa légitimité de son aptitude à maintenir un certain ordre, lui rend particulièrement difficile d'orienter et de gérer les évolutions. S'il occulte les contradictions, amortit les forces de transformation, médiatise les affrontements, c'est par l'hypertrophie de la bureaucratie et l'inflation des règles. Plus son appareil s'alourdit et moins il devient aisé de le réformer, de le mouvoir. Non seulement il se coule mal dans le courant de l'innovation mais, à la limite, il ne peut plus la tolérer sans prendre le risque de faire éclater, à l'intérieur de ses propres structures, la violence dont il s'est fait l'exorciseur. Une société se retrouve ainsi dans une situation qu'elle ne peut ni perpétuer ni changer : elle prépare simultanément la réaction et la révolution, c'est-à-dire abandonne son destin à l'explosion d'énergies trop longtemps contenues.

Aussi l'apprentissage du dialogue, de la participation et de la prise en charge par les groupes de leurs propres conflits devient-il une nécessité vitale pour le corps social. Mais les blocages propres au corps social ne permettent aujourd'hui de faire un tel apprentissage ni à l'intérieur des structures de pouvoir ni à des niveaux de centralisation où l'importance des enjeux paralyserait les initiatives. Il est nécessaire de fractionner la grande difficulté insurmontable en une multiplicité de petites difficultés surmontables, l'impossibilité d'une expérimentation globale du changement en une multiplicité d'expérimentations partielles des changements possibles. Ces expérimentations, n'est-ce pas dans les cadres de vie, sur le plan de la culture, qu'il est d'abord possible de les développer? Favoriser le développement de « mentalités dialoguantes » constitue peut-être un préalable à la formation « d'institutions dialoguantes ».

A un tel objectif, l'action culturelle peut contribuer de façon déterminante :
- En réintégrant la création dans la vie sociale :

Deux formes particulièrement dangereuses de clichés nous menacent : celle du créateur condamné à la malédiction de son génie, celle d'une société qui n'aurait plus besoin de créateurs. Une société qui traverse un temps de transformations radicales a un besoin impérieux de créateurs et ne saurait se satisfaire de la fabrication de faux montres sacrés. La création doit irriguer la vie sociale, pénétrer le quotidien parce qu'elle en renouvelle les valeurs, les espérances et les questions.

- En rendant à chacun sa propre parole : Le risque de toute action culturelle est d'enfermer l'expression dans les techniques, donc d'en faire le monopole de techniciens mandatés par des pouvoirs. Aussi convient-il que la médiation des techniciens se fasse aussi discrète que possible, que les « hommes de culture » suscitent dans le milieu des volontés qui les relayent, qu'ils s'emploient moins à distribuer des messages achevés dans des espaces de prestige qu'à divulguer, dans des lieux familiers que les publics puissent reconnaître comme leurs, les moyens d'élaborer de nouveaux messages qui délivrent les muets de leur doulou-

reuse frustration de communication.

- En servant la différence :

Quintessence des terreurs et des rêves humains, appréhension raffinée de l'existence, la culture reproduit ainsi des rapports de pouvoir : comment les silencieux et les humiliés la reconnaîtraient-elle comme leur si d'abord elle ne les reconnaît pas. eux? Avant d'exalter la culture, il s'agit donc d'abord de servir les cultures, c'est-à-dire de donner aux hommes, dans la diversité de leurs réalités et de leurs affrontements sociaux, les moyens de discerner leurs identités et d'affirmer leurs particularités.

Culture préservée de la vie ou offerte aux vivants ?

En archivant pour la communication dans le musée gardé, dans la bibliothèque somnolente, on ne sait si la culture est préservée de la vie ou offerte aux vivants. C'est dans sa confrontation au quotidien, dans son assaut contre la pesanteur d'exister, que la grâce d'une œuvre entre en contact avec les gestes familiers des hommes, se risque dans le temps et le gagne. L'art appelle, l'art combat : il nie la dérive du rêve, il refuse la déchéance de la vie, il inscrit dans la durée la permanence d'un espoir devant lequel même la mort soit contrainte de plier. S'il doit remplir notre mémoire c'est pour inlassablement nous rappeler notre refus de capituler. Archiver les œuvres est donc indispensable mais pour en mieux permettre la circulation, pour mieux mettre le passé à la disposition de l'avenir.

Car il s'agit de sortir la culture du temple et les hommes des ghettos. Et pour cela d'inscrire l'action culturelle au plus concret des milieux de vie, en la sortant des modèles rigides afin d'en faire un instrument d'expérimentation de la diversité de la parole des individus et des groupes.

La question fondamentale qui est posée aux hommes des sociétés développées n'est-elle pas aujourd'hui celle-ci : prendront-ils consciemment en charge leur histoire ou accepteront-ils aveuglément de la subir?

Cette question renvoie à un aspect déterminant du développement culturel : la volonté du pouvoir politique et la dynamique des groupes sociaux. Mais croire possible ce qui se révèle indispensable, n'est-ce pas la seule manière de se préparer au futur et non au naufrage? En un temps qui cherche à la fois plus de raison et plus de foi, il faut se battre pour une foi raisonnable, pour une raison nourrie d'utopie. Les évolutions s'accélérent : le prince ne pourra longtemps se faire une gloire de l'habileté avec laquelle il contient les forces; le citoyen ne pourra longtemps se rassurer du seul spectacle des choses abondantes qui lui sont promises.

Si les cultures ne devaient qu'exprimer le mouvement de repli des consciences, devant l'interpellation de l'histoire, des événements trop longtemps différés finiraient par imposer leur violence. A travers le renouveau de l'élan culturel quelque chose d'essentiel se joue : l'aptitude de notre civilisation à reconnaître et surmonter ses propres contradictions.

J.F.C.

Emballage de la mer à Newport (Massachusetts) par CHRISTO : une œuvre d'art de huit tonnes et 110 mètres de long.